



HAL
open science

Après l'Europe de l'Est ?

Violette Rey

► **To cite this version:**

Violette Rey. Après l'Europe de l'Est ?. Espace Géographique, 1990, 19-20 (1), pp.79-90. 10.3406/sp-geo.1990.2948 . hal-02885559

HAL Id: hal-02885559

<https://hal.science/hal-02885559>

Submitted on 30 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Après l'Europe de l'Est ?

Violette Rey

Résumé

Ce qui fut un demi-siècle «l'Europe de l'Est» se trouve au temps zéro d'une nouvelle bifurcation de son destin. À la suite d'un tel événement comment interroger la géographie? La réflexion suit un double cheminement sur l'articulation espace- temps et sur les mots qui sont associés à l'idée d'Europe.

Abstract

After Eastern Europe? — What has been known for half a century as "Eastern Europe" is now at a cross-road. After such an event how to question geography? The thought may follow a double trend on how time and space articulate and how words work when associated to the idea of Europe?

Citer ce document / Cite this document :

Rey Violette. Après l'Europe de l'Est ?. In: Espace géographique, tome 19-20, n°1, 1990. pp. 79-90;

doi : <https://doi.org/10.3406/spgeo.1990.2948>

https://www.persee.fr/doc/spgeo_0046-2497_1990_num_19_1_2948

Fichier pdf généré le 03/01/2019

Après l'Europe de l'Est?

Violette Rey

École Normale Supérieure de Fontenay-aux-Roses

RÉSUMÉ.— Ce qui fut un demi-siècle «l'Europe de l'Est» se trouve au temps zéro d'une nouvelle bifurcation de son destin. À la suite d'un tel événement comment interroger la géographie? La réflexion suit un double cheminement sur l'articulation espace-temps et sur les mots qui sont associés à l'idée d'Europe.

BALKANS, EUROPE, EUROPE DE L'EST, EUROPE CENTRE-ORIENTALE, GÉOGRAPHIE CULTURELLE, SEMI-PÉRIPHÉRIE, SYSTEME SPATIAL.

ABSTRACT.— **After Eastern Europe?**— What has been known for half a century as "Eastern Europe" is now at a cross-road. After such an event how to question geography? The thought may follow a double trend on how time and space articulate and how words work when associated to the idea of Europe?

CULTURAL GEOGRAPHY, EASTERN EUROPE, EUROPE, ORIENTAL CENTRAL EUROPE, SEMI PERIPHERY, SPATIAL SYSTEM, THE BALKANS.

En trois mois, de la chute du mur de Berlin à l'insurrection de Timisoara et Bucarest, une pièce maîtresse de l'organisation géopolitique de l'Europe de l'après-guerre s'est effondrée. Pareil changement, dont on connaît mal les mécanismes immédiats et dont on ne peut dessiner les conséquences sur l'Europe future, interpelle et inquiète. Les arguments de passion et de peur l'emportent souvent sur ceux de la raison dans les nombreux reportages et articles de presse, brouillant l'image autant qu'ils l'éclairent.

Quelles lectures géographiques tenter? Dans l'effondrement généralisé, les architectures territoriales ne retiennent guère

l'attention, parce qu'elles ont perdu leur sens, parce qu'elles ne paraissent plus porteuses de valeurs. C'est, par rapport aux années 1960-1970, une grande différence dans la perspective de l'analyse géographique. Durant cette période, les auteurs, favorables ou non au projet idéologique du socialisme, avaient tous en arrière-plan une confiance, une quasi-certitude dans le rôle positif du système technico-industriel, dans sa fonction motrice pour la croissance. Le repérage commenté des bouleversements des paysages et des organisations régionales fournissait une somme abondante de connaissances inédites: connotée de modernité, la matière géographique abondait!

Maintenant, au temps zéro d'une nouvelle bifurcation — vers un modèle occidental, ou au profit d'un nouvel auto-centrage? — on doit se demander comment déchiffrer les images et les messages: ceux des mots, de leur usage et leur rôle dans la conceptualisation des processus spatiaux; ceux des formes spatiales, dont le rythme est désaccordé au changement socio-politique; ceux des identités culturelles régionales confrontées à l'ordre démocratique occidental, nouveau modèle dominant.

Comment des concepts deviennent-ils suspects?

«L'Europe de l'Est» est un concept géopolitique à la remorque des avatars de l'histoire. Avant la guerre on parlait d'Europe orientale pour évoquer les marches des «confins» polono-biélorusses, tandis que la «question d'Orient», antérieure à la première guerre, renvoyait aux Balkans d'où l'Empire ottoman se retirait. Après 1945, le concept change radicalement; l'Europe de l'Est identifie les huit pays européens qui se retrouvent sous tutelle soviétique (territoire est-allemand, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Yougoslavie, Bulgarie et Albanie) et s'organisent sur son modèle, avec le marxisme-léninisme comme doctrine, le parti communiste tout puissant et une économie collectivisée et centralement planifiée. L'URSS, devenue la nouvelle grande puissance mondiale, est désormais considérée comme une entité distincte; l'Europe de l'Est est son second cercle d'influence. Preuve de la reconnaissance de sa puissance, on ne lui conteste pas l'annexion des pays baltes, de la bordure orientale de la Pologne et de la Moldavie, digérés sous forme de nouvelles républiques de l'Union Soviétique et qui constituent son premier cercle. Cette dénomination entérine la nouvelle hiérarchie de la partition du Monde, dite de Yalta: d'abord la partition entre les deux super-grands, qui coupe l'Europe, ensuite la partition en trois de l'Europe, avec l'Europe occidentale, l'Europe de l'Est et l'URSS.

Les dénominations des géographes

Cette nouvelle dénomination d'«Europe de l'Est», qui s'inscrit dans la logique de la géostratégie mondiale, est assez tôt adoptée par la littérature géographique anglo-

saxonne mais reprise avec retard et comme réticence par celle des Français.

Voici quelques repères dans la littérature géographique française, qui montrent comment a été cernée et nommée cette partie de l'Europe. En 1954 paraît dans la collection «Orbis» aux PUF, sous la plume de P. George et J. Tricart, une *Europe centrale* qui inclut les «démocraties populaires» de Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie et Roumanie plus la Suisse, l'Autriche et les deux Allemagnes, tandis que les Balkans sont traités dans la même collection par l'ouvrage sur *La Méditerranée et le Moyen-Orient*. Certes, l'identification du système socialiste est parfaitement reconnue, mais le système n'est pas retenu comme clé de la différenciation géographique; les milieux géographiques, les paysages construits par les sociétés locales au cours du temps l'emportent comme référent sur le pouvoir géopolitique. La partition est semblable à celle choisie dans la *Géographie universelle* de l'entre-deux-guerres, et déjà retenue par Élisée Reclus à la fin du XIX^e siècle. «À l'ancienne division entre pays d'économie industrielle et pays d'économie rurale de condition coloniale se substitue une autre opposition beaucoup plus profonde...il s'agissait d'une différence d'état entre deux termes d'un même système d'organisation économique...aujourd'hui il s'agit de deux systèmes d'organisation économique et sociale, d'essence radicalement différente.» (P. George, p. 292).

Dans la collection «Magellan», une quinzaine d'années plus tard, une partition voisine est conservée, avec *Les républiques socialistes d'Europe centrale* d'une part (1967) et *Les Balkans* de l'autre (1971); la reconnaissance du socialisme n'est pas systématiquement prioritaire, puisque la Grèce est incluse dans les Balkans. En 1974, A. Blanc fait paraître *L'Europe socialiste* dans la collection «Europe de demain»; les huit pays à l'ouest de l'URSS y sont traités, mais «introduire l'URSS, surtout par sa partie européenne formant à elle seule, par ses caractères spécifiques, un ensemble, un continent à part, eut été un non-sens ...disons qu'il s'agit de l'Europe centrale non germanique» (p. 5 et 6). Ce n'est qu'en 1985 que paraît sous ce titre d'«Europe de l'Est» un dossier de géographie (V. Rey); le terme est réclamé par l'éditeur, qui le considère beaucoup plus explicite pour le public que celui d'«Europe centre-orientale». Le terme est également retenu, après débats, dans le découpage du monde de la

Géographie Universelle RECLUS. Le concept d'«Europe socialiste» a été rejeté d'emblée (1985) à cause de l'ambiguïté du socialisme «réel» pratiqué dans tous ces pays.

Face à cette lente reconnaissance du fait géopolitique de l'Europe de l'Est par la géographie française, la géographie anglo-saxonne n'hésite pas. Dès 1967, Pounds sort un ouvrage exhaustif et monographique *Eastern Europe*, de 700 p. (Longman); en 1971, Hoffman rassemble des articles sous le titre de *Geographical essays on Eastern Europe* (Methuen); en 1978, c'est le *Eastern Europe* de Turnock (Boulder), en 1985 celui de Rugg chez Longman. Les Anglo-saxons sont-ils plus géopoliticiens? En préférant le clivage Eastern-Western à celui de capitalisme-socialisme, leur dénomination reste ancrée dans la dure réalité géostratégique. Insulaires, puis reliés au monde entier par l'Empire britannique, mais jamais européens continentaux, leur perception des processus spatiaux utilise l'effet de distance et le grand angle. Les études sur la CEE confirment cette observation: elles sont très abondantes du côté anglais, fort modestes du côté français, alors même que la France fut une protagoniste de la construction européenne et l'Angleterre une contestatrice. Cité ou non, Mackinder est présent qui, dès 1904, formulait sa théorie de l'équilibre du Monde entre les puissances maritimes et les puissances continentales, et individualisait l'Europe de l'Est comme la zone fragile autour de laquelle s'établissait cet équilibre («Who rules East Europe commands the Heartland, Who rules the Heartland commands the World-Island, Who rules the World-Island commands the World.»).

Cette brève comparaison dévoile la relation toujours étroite et complexe entre l'élaboration d'une connaissance et l'origine de cette élaboration. L'approche géographique française de cette Europe relève davantage d'une perspective géo-historique et culturelle, de sa tradition d'analyse des diversités et des régularités spatiales à échelle moyenne. Elle témoigne d'une autre sensibilité, plus imprégnée de l'obsession des «nations», comme si se trouvait vérifiée là aussi cette association — plus ou moins implicite mais abusive — entre la culture française et la représentation de l'idéal de l'universalité des droits des nations. La différence de sensibilité n'empêche pas une convergence des analyses face à l'évolution interne de l'espace socialiste; ainsi Turnock dans ses derniers ouvrages (1988, 1989) souligne l'individualisation croissante des États. L'absence

d'ouvrage général sur l'Europe de l'Est de la part des géographes allemands, qui ont produit de remarquables travaux sur des pays ou des sous-ensembles régionaux (Atlas des pays danubiens), est significative d'une sensibilité voisine: ne pas traiter globalement de la construction spatiale géopolitique postérieure à 1945 revient à en limiter l'individualité.

Puissance des mots et bataille sur les mots

Au-delà du cercle des géographes, la dénomination «Europe de l'Est» s'avère aussi le véhicule implicite d'autres connotations; elle contribue même à cette réification de la partition de l'Europe, à la réduction et au bornage des territorialités européennes. Il y a une Europe de l'Ouest et une Europe de l'Est, mais l'Europe «tout court» a disparu...et l'Allemagne avec! Les deux zones d'occupation militaire des Alliés sont devenues deux États politiques, chacun dans un bloc, tout comme séculairement il y avait eu des états et des principautés allemandes fractionnées dans l'Europe des royaumes.

Mais cette disparition de vocabulaire est toute provisoire: tandis que se banalise l'expression «Europe de l'Est» et que sa réalité s'inscrit dans les esprits, resurgit le terme d'Europe et se forgent les dénominations de «nouvelle Mitteleuropa» et d'«Europe centre-orientale» pour caractériser l'Europe intermédiaire.

La réapparition du terme «Europe» est fort significative des forces en action. Europe devient progressivement synonyme de CEE par une pratique langagière du raccourci, qui subtilement élimine les Européens qui sont hors de l'institution communautaire. Les Européens qui subissent l'ancrage à l'est et se savent de «l'autre Europe» (Milocz) mais ne veulent pas du syntagme «Europe de l'Est» parce qu'il entérine la chose, éprouvent douleur et indignation devant la monopolisation abusive du terme Europe. Ils ne luttent pas à armes égales dans cette bataille sémantique, qui ne reflète pas que des impérialismes de vocabulaire. En effet, dans le monde socialiste soviétique, les instances dirigeantes ont toujours combattu la construction de la Communauté européenne, parce que contraire à leur idéologie. Leur volonté de dépasser la géographicit  s'est traduite dans le choix de dénominations strictement sans référence territoriale, sans évocation de nom de

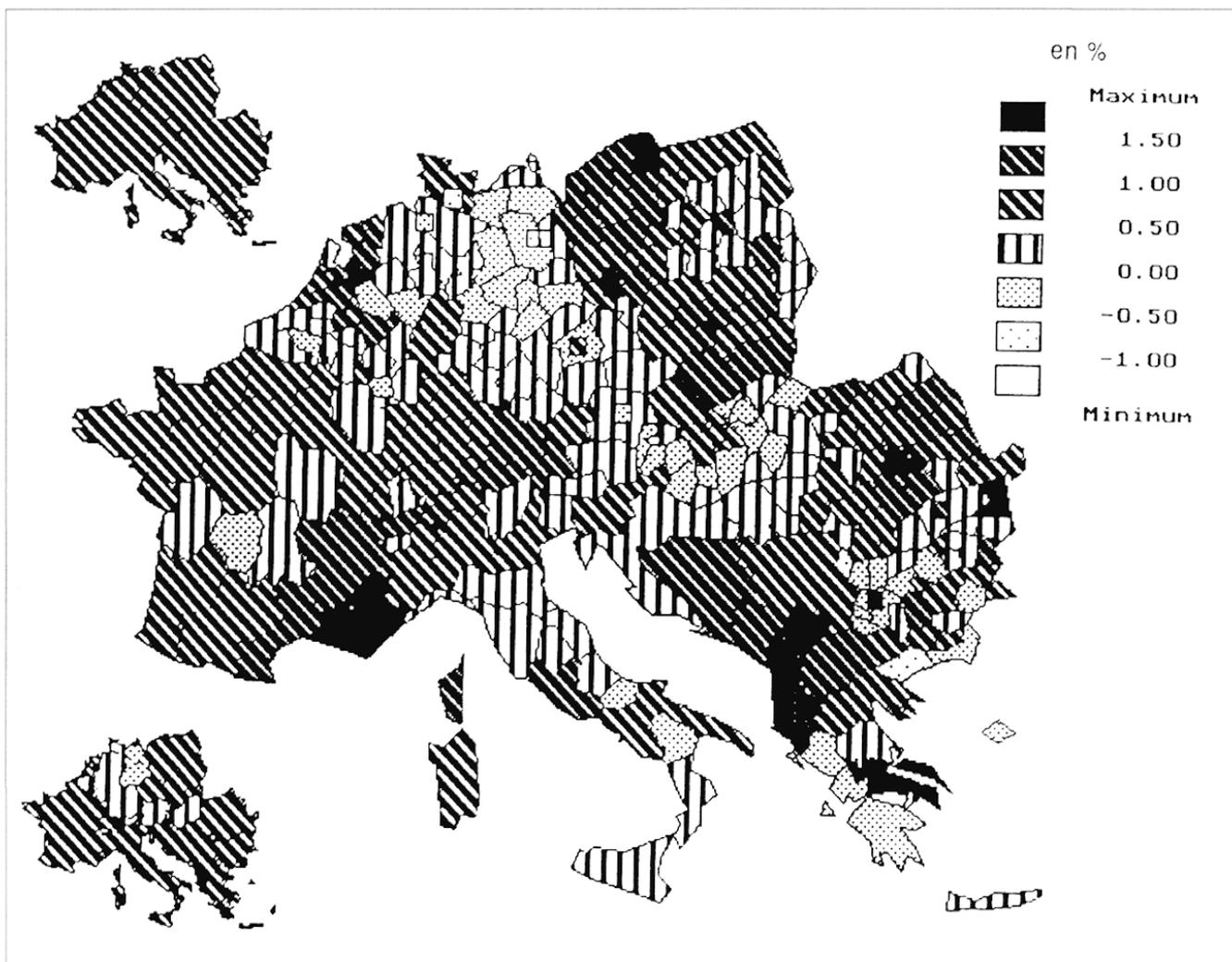


Fig. 1. Taux d'accroissement moyen annuel de la population 1960-1985 par régions, États et blocs politiques.

© C. Grasland, Équipe PARIS, 1990.

lieu (cf. URSS, CAEM, sauf Pacte de Varsovie, pacte militaire de Realpolitik). Au contraire, dans la communauté occidentale qui se construit comme explicitement européenne, la référence au lieu n'est pas synonyme de délimitation fixe; le passage d'une communauté à 6, puis 9, puis 10, puis 12 États montre que l'idée même d'Europe déborde largement le bornage territorial sur lequel se fonde à chaque étape son fonctionnement.

Deux autres expressions ont repris vigueur sur les lieux mêmes de l'Europe intermédiaire. «L'Europe centre-orientale», d'extension analogue à l'Europe de l'Est, est l'expression employée par les Polonais et les Hongrois. Définie comme un concept géo-historique (Ranki), elle renvoie à la

bifurcation localisée du processus d'europanisation à partir du XIV^e siècle, quand se rompt le mécanisme de formation des États; cela se traduit par un recul des villes et une reprise omnipotente des mondes ruraux, par l'infléchissement du mode de formation des sociétés civiles. L'intérêt de ce concept, qui s'appuie sur les analyses de Bibo, reprises par Szucs, a le mérite de distinguer dans les processus de longue durée trois sous-ensembles européens, trois Europe: de l'Ouest, du monde russe, et de l'Entre-Deux.

La «nouvelle Mitteleuropa» a été lancée par les débats entre intellectuels allemands, autrichiens et tchèques au cours de la décennie 80 (cf. Nouvelle Alternative). Son aire est floue, mais son contenu culturel précis. Elle exprime



Fig. 2. Taux d'accroissement moyen annuel du potentiel de population 1960-1985 .
 Potentiel calculé à l'aide de la fonction $f(d) = \exp(-a \cdot d^2)$ avec $f(250\text{km}) = 0.5$.
 © C. Grasland, Équipe PARIS, 1990.

une volonté d'identification propre aux espaces centraux fendus par le rideau de fer, une volonté pour que, dans la construction européenne de la fin du xx^{e} siècle, soit reconne une parenté culturelle, comportementale et géographique en partie associée à la présence germanique passée et contemporaine.

Si, avec le prochain retrait des troupes soviétiques des pays est-européens, le mot d'«Europe de l'Est» arrive au terme de son histoire en tant que concept géopolitique, la structure géopolitique spécifique à cette charnière de l'Europe — entre les ouvertures maritimes et le grand large continental — demeure. Les Allemands parent de vertu les Russes, en particulier en la personne de Gorbatchev, quand les autres Européens occidentaux se tiennent sur la réserve. Est-ce le retour du tropisme russo-allemand repéré et

redouté par Mackinder, tropisme auquel on attribua aussi le Pacte germano-soviétique de 1940? Lui attribuera-t-on bientôt le traité germano-soviétique signé à Moscou au lendemain du traité «2 + 4», qui règle le statut de l'Allemagne entre les anciens alliés (septembre 1990)? L'Allemagne fait un retour fulgurant sur la scène européenne, tandis que la CEE paraît déséquilibrée par l'unification et déstabilisée par l'accélération de projets vagues de «maison commune», en complète contradiction apparente avec la logique soviétique antérieure.

Cet épisode du retour à l'Ouest après l'exil à l'Est s'inscrit dans une série de fluctuations, lesquelles sont la trame du temps long propre à l'Europe de l'Entre-Deux (Rey 1990 b). Le concept anglo-saxon de *shatterbelt* — zone de broyage par affrontement de forces dont les épicentres sont externes

— et le concept de «semi-périphérie» — où se combinent des caractères de centralité et des traits de périphérie — éclairent la lecture de ces arrangements spatiaux, qui paraissent toujours provisoires.

Quoiqu'il en soit des mots pour le dire, à la veille de la bifurcation de 1989, aucun ouvrage portant sur l'organisation spatiale européenne ne tente l'aventure d'une écriture qui soit à cheval sur les deux blocs, l'aventure d'une écriture dont les principes de délimitation et d'agrégation ne soient pas subordonnés à la coupure géostratégique...car au même moment les deux individualisations spatiales se renforcent et s'éloignent l'une de l'autre.

1989: Bifurcation... et inerties spatiales

Bifurcation ignorée ou pressentie?

En pleine période d'accélération des changements, cette question faisait les délices d'un certain nombre de non-spécialistes, qui n'avaient montré que désintérêt pour les travaux en cours sur cette partie du Monde. Il est vrai que, passée la période d'une lecture géographique des espaces socialistes explicitement bienveillante (mais ébranlée en 1956 puis liquidée après 1968), la suspicion prit durablement le dessus. On doutait d'une analyse scientifique puisque chiffres et enquêtes étaient biaisés. Hormis un cercle restreint, il n'y avait plus d'écoute, de «récepteur», dirait un spécialiste de la communication: tout au plus une attention alertée si l'information croustillait de dissidence.

Toutefois durant la décennie 80, entre une géographie générale systématique et une géopolitique encore fragile dans ses concepts, de nouveaux thèmes tout à fait centraux ont rassemblé quelques géographes travaillant sur l'espace est-européen et sur l'URSS. S'interroger sur les conditions d'intégration territoriale et sur les systèmes de pouvoirs qui façonnent les espaces locaux, retenir comme hypothèse que les mécanismes par lesquels se structurent les espaces nationaux sont aussi importants que les évaluations du degré d'opérationnalité du système socialiste lui-même, contribuer à une réflexion plus théorique sur la notion de «système national» sont autant d'expressions d'une approche à la fois scientifique, rigoureuse et réaliste de cette aire. Et maintenant que la rupture du système socia-

liste paraît consommée, c'est bien de cette connaissance dont on a besoin.

Mais ce qui s'est passé en Europe de l'Est a été «autorisé» par Moscou: des preuves commencent à circuler qui confirment ce que ces chutes très synchronisées laissaient deviner. En d'autres termes, la clé de la bifurcation de l'Europe de l'Est se trouve au cœur de l'URSS et non sur place... ce qui, une fois de plus, est l'expression d'un fonctionnement de l'Entre-Deux, un fonctionnement de semi-périphérie.

Le géographe et la bifurcation

Le point d'origine du craquement fut-il fortuit? Vu la rapidité de diffusion, on pourrait presque l'admettre. Et, cependant, c'est au contact de la Hongrie et de l'Autriche que le rideau de fer a été cisailé en mai 1989. Or la Hongrie tient une place tout à fait éminente sur l'échiquier des deux blocs depuis vingt ans. Comme la Tchécoslovaquie en contact direct et avec l'URSS et avec l'Occident, elle est néanmoins seule à pouvoir mettre à profit une telle situation depuis 1968. Sa capitale, Budapest, a les dimensions d'une métropole européenne, et elle valorise cet atout par des équipements internationaux d'un niveau inexistant ailleurs (aéroport, manifestations internationales, congrès...). C'est là que la réflexion sur le «nouveau mécanisme économique» et son application sont les plus avancées. Ce que les Occidentaux ont appelé «la voie hongroise», alors même que les Hongrois s'en défendaient de peur d'effaroucher le Grand Frère, était apprécié avec un mélange d'envie et de méfiance par les pays voisins, persuadés que les Russes expérimentaient là des alternatives de fonctionnement, sur un territoire réduit et homogène.

Passé l'événement, les structures restent... Face à cette bifurcation, le géographe est attentif à deux aspects. Il sait que la violence spatiale du système socialiste a été tout à fait exceptionnelle, appuyée sur des méthodes très coercitives. Car, si la théorie marxiste est très pauvre sur la catégorie «espace», les révolutionnaires savent que le territoire est matrice spatiale autant que mémoire identitaire, et que, pour construire l'homme nouveau, il faut lui ôter ses anciens repères et, des anciens lieux, faire si possible table rase. Il sait aussi que, dans des conditions banales de fonctionnement spatial, le temps des structures géographiques est lent, que les configurations élémentaires

ont une inertie et une hystérésis tout à fait remarquables par rapport au temps des hommes. D'où son inquiétude par rapport aux suites de la bifurcation: l'espace socialisé ne va-t-il pas jouer contre la société? Si le court demi-siècle de soviétisation n'est bientôt plus qu'un objet d'histoire, le marquage spatial socialiste est là pour indiquer combien l'espace est-européen n'a jamais été aussi «socialiste» dans ses structures qu'en cette année 1990.

La dualité entre la rapidité des mouvements socio-politiques et la lenteur des transformations spatiales, les décalages produits par les différences de rythmes du changement montrent une des difficultés de l'analyse géographique des espaces humanisés: les faits de structure dessinent une géographie des profondeurs comme émancipée du conjoncturel. Les faits innovants ont leurs règles probabilistes de diffusion spatiale, mais on ne sait qu'avec un certain retard s'ils se combinent ou non pour provoquer une mutation. En d'autres termes, pour la géographie, comme pour les autres sciences de l'homme et de la société, l'articulation prédictive entre une structure et un événement ne peut sérieusement porter sur le moment de l'événement.

La dérive à l'Est de la décennie 1980

Pour les spécialistes, la situation dans l'Europe de l'Est est de plus en plus difficile à évaluer au cours de la décennie 80, même si de nombreux ouvrages analysent «la» ou «les» crises qui s'y développent: une implosion de système est plus insaisissable, plus délicate à définir qu'une explosion. Certains signes géopolitiques s'accumulent, qui aident à prendre conscience que des phénomènes nouveaux apparaissent; mais d'autres faits soulignent toujours l'accentuation des dépendances vis-à-vis de l'URSS et du CAEM. On observe alors une véritable dérive à l'Est des flux économiques. Repérée dès les années 1980-1981 dans la plupart des pays, cette tendance se confirme et se généralise; même la Hongrie, dont l'économie est considérée la plus ouverte sur l'Ouest, bascule dans cette direction à partir de 1985. Les volumes d'échanges progressent aussi peu que les taux de croissance; la dépendance énergétique vis-à-vis de l'URSS, particulièrement celle des hydrocarbures, pèse de plus en plus. Car cette dérive à l'Est possède ses propres infrastructures, issues de l'application du programme complexe de développement du CAEM, décidé en 1971. Au fil des ans les lignes ferroviaires à large gabarit,

les oléoducs et les gazoducs, les interconnexions des systèmes électriques à haute tension, tous ces nouveaux réseaux de transport d'orientation est-ouest ont davantage rattaché les territoires des États de la seconde couronne au centre soviétique. Ils restent des pénétrantes de l'influence soviétique et participent de la construction d'un espace de circulation est-européen, tandis que les équipements nord-sud, susceptibles d'assurer les liaisons internes à l'Europe de l'Entre-Deux, sont régulièrement différés et retardés (en particulier la liaison Baltique-mer Noire) — autant d'équipements (rail, route, aéroport) qui sont encore totalement à construire pour mieux relier l'Est et l'Ouest de l'Europe.

Les marquages durs du socialisme

Sous-jacents à ces modifications de flux, d'autres réseaux spatiaux et d'autres structures ont continué d'enregistrer l'ordre socialiste et sa volonté de soumettre l'espace à ses objectifs. Longtemps, l'espace des démocraties populaires restera «autre», soumis à des processus et des régulations propres, alors que les marquages symboliques auront été éliminés — statues de Lénine déboulonnées, rues et avenues renommées, etc. La perception de l'espace vu d'avion ou d'un satellite (Rey 1986) est saisissante: passée la ligne de partage des blocs, l'écriture géographique de l'espace change brutalement. Les immenses parcelles agraires de la collectivisation se déploient. Il n'y a plus de lignes qui relient les lieux, qui courent entre les villes. Il n'y a plus de ceintures périurbaines proliférantes qui enserrent les villes autres que les murailles de HLM; de nuit tout est noir, les lumières de la ville sont si discrètes... Matrice spatiale des sociétés actuelles, plutôt que mémoire que l'on voudrait oublier... l'écriture territoriale ne se laisse pas gommer facilement!

Que retenir de la longue liste des marquages spatiaux durs et durables? La pollution vient au premier rang en raison de sa gravité, mais elle doit être lue comme un marquage non intentionnel. L'empreinte sur la dynamique du peuplement est non moins fondamentale, puisqu'elle touche le cœur de la relation homme-espace, société-territoire. Elle doit être envisagée à deux niveaux clés de l'action spatiale du système socialiste: à l'intérieur de chaque système national, sur l'ensemble est-européen.

À l'intérieur de chaque pays, l'organisation hiérarchique du réseau de peuplement a été particulièrement sensible à

l'infléchissement de la croissance urbaine sur les villes chefs-lieux administratifs et relais du pouvoir central, d'une part, sur des centres ruraux sélectionnés, de l'autre. Cette intentionnalité, malgré les résistances des trames antérieures, est allée à l'encontre du processus de métropolisation de quelques grandes cités provinciales et des capitales. Elle a accéléré le dépeuplement des villages et la déprise rurale. Elle a augmenté la régularité du semis spatial et a renforcé le niveau hiérarchique intermédiaire. Conçus dans une logique d'ordre et desserte aux populations plus que dans une perspective de développement économique, ces réseaux de peuplement seront-ils de bons vecteurs de propagation des changements souhaités, ou bien des structures de résistance? La localisation de la mise en marche de la bifurcation donne une première réponse. Les grandes manifestations de foules furent le fait de quelques «grandes villes de province, anciennes métropoles potentiellement rivales du centre» (Rey 1990a), mais les cités moyennes n'ont pas témoigné d'un esprit de changement.

L'évolution démographique depuis la seconde guerre apporte un autre éclairage sur la capacité qu'a eue le système socialiste d'influencer les comportements vis-à-vis de la vie, de la mort et de la mobilité. À partir d'une réelle diversité initiale des situations démographiques des pays d'Europe en 1950, on observe une progressive individualisation de deux espaces démographiques de part et d'autre de la frontière entre les blocs; cela conduit à un état démographique, vers 1985, où la fécondité et les mortalités masculine et infantile ont des taux nettement plus élevés à l'Est qu'à l'Ouest. De plus, l'analyse fine des taux de variation de population souligne une dynamique du peuplement très affectée par la partition en deux blocs: la carte européenne des taux de variation de la population entre 1960 et 1985 est tranchée par une diagonale du déclin qui colle à la frontière des deux blocs et interfère avec l'effondrement démographique des pays germaniques (Grasland 1991). Cette diagonale du déclin traduit certes le haut niveau de densités et la «modernité malthusienne» des comportements démographiques sur ces lieux; mais une telle configuration géographique renforce l'hypothèse du rôle qu'a joué la clôture des blocs politiques dans la perte de potentiel démographique de la région. Elle souligne aussi une certaine fragilité humaine de la dorsale européenne nord-sud, de cet axe «mitteleuropéen» d'affinité germanique qui soulève les craintes de certains. Elle n'exclut pas la possibilité d'un

renversement de situation démographique, une fois l'ouverture du rideau bien confirmée. Les investissements à venir peuvent privilégier cette zone contiguë à la CEE et attirer une main-d'œuvre immigrée et jeune en provenance des marges orientales de l'Europe de l'Est.

«Rentrer dans l'Europe»... qu'est-ce à dire?

«Revenir dans l'Europe, rentrer dans l'Europe», telles ont sans doute été les expressions les plus répétées et les plus profondes de l'aspiration sociale exprimée pendant les événements, à Sofia, à Prague ou à Bucarest, pour ne citer que quelques capitales. Cette image du retour (aux origines) est-elle la meilleure pour construire un avenir? Est-elle adaptée à l'idée d'Europe qui est idée de mouvement? Et d'ailleurs qu'est-ce qu'être «européen» quand on est de l'Est? Pourquoi a-t-on le sentiment de «rentrer» dans l'Europe? Parce qu'on se détache de l'espace russo-soviétique, qui n'en ferait donc pas partie, et pour retrouver quel système de valeurs? Celui où existe la démocratie, le droit, une société civile pluraliste? Celui du christianisme et de la libre pratique religieuse associée à la laïcité? Celui où fonctionnent la libre entreprise et l'esprit d'innovation technique et où s'accumule dès l'origine le capital? Toutes ces composantes font partie de l'idée d'Europe, elles se sont mutuellement fécondées au cours des siècles à travers des réseaux spatiaux et des constructions territoriales qui, rarement, en réunissent tous les aspects.

Durant quarante ans d'isolement de bloc à bloc, chaque bloc a plus évolué qu'il n'a fait évoluer l'image qu'il avait de l'autre. D'où les malentendus actuels sur les comportements et sur la signification de l'euroanéité, qui creusent de nouvelles suspensions dans l'élan de sympathie des retrouvailles, qui peuvent même réactiver la coupure territoriale Est-Ouest ou en faire apparaître d'autres, oubliées.

Des malentendus

Au premier rang des malentendus se trouve le débat sur la culture. N'a-t-on pas assez dit et écrit que la fin de l'Europe de l'Est est une illustration de la prééminence de la culture et du politique sur l'économique, une revanche de la spiritualité

sur les matérialismes de l'Est et de l'Ouest et la civilisation occidentale de consommation? Certes, les intellectuels dissidents ont préparé le terrain du changement, et surtout ils ont pu immédiatement capter, récupérer la mise en branle des coups d'État impulsés de Moscou, les transformer en mouvement de «rupture» et non de «réforme» (*perestroïka*). Mais, sans le désastre économique de l'URSS, très affaiblie, les événements de 1989 n'auraient pu avoir lieu, et l'Europe de l'Est géopolitique serait toujours debout. C'est pourquoi la proclamation, sous le choc de la bifurcation, d'une hiérarchie très marquée entre culture, politique et économique, est non seulement discutable mais porteuse d'autres malentendus. Certes, une telle affirmation établit un certain équilibre entre les deux Europe — l'Europe de l'Est ne rentre pas les «mains vides» —, mais elle risque d'enfermer chaque partie de l'Europe dans un rôle: locomotive économique à l'Ouest, conservatoire culturel, identitaire, voire religieux, à l'Est. Or cette survalorisation de la dimension culturelle de l'Europe du Centre-Est n'est pas une structure spatiale nouvelle, elle caractérise l'Europe des Confins et l'Europe de la Double Monarchie; elle est une propriété de ces territoires que Musil nomma Cacanïe. Quoique très vigoureuse, de haute qualité et intensément vécue, cette dimension culturelle n'agrège pas, elle ne s'accompagne pas de réelle attractivité, parce qu'elle est pour une part un processus de compensation à une situation sociale bloquée. En outre, dans son affirmation de culture humaniste, elle n'inclut qu'à la marge l'apport scientifique, technique et organisationnel intrinsèque à la culture du xx^e siècle. Elle peut se retourner contre elle-même, fonctionner comme une culture incomplète qui handicape la conception du futur.

Le second malentendu tient à la méconnaissance réciproque de l'évolution de la fonction des États d'un côté et de l'autre. À l'Est on veut rentrer dans l'Europe communautaire, riche et démocratique, mais on en ignore les fonctionnements les plus élémentaires. À l'Ouest on découvre que le bloc gris de l'Est est un ensemble composite d'États jaloux de leurs identités et secoués de tensions nationalistes. Les deux expériences ont, durant quarante ans, évolué en sens inverse: à l'Ouest, des États, pas à pas, construisent une communauté supranationale et tâtonnent dans l'invention d'une nationalité «européenne», postnationale; à l'Est, un ordre supra-étatique est imposé, auquel on résiste dans l'enfermement des frontières par une référence et un culte de ce que l'on a de différent, de non partageable, l'identité nationale. Ces États qui émergent de la

bifurcation de 1989 se repositionnent aussitôt à titre d'État par rapport au nouvel État européen — l'Allemagne en cours de réunification — autant que par rapport à la CEE. La Tchécoslovaquie renoue immédiatement avec sa tradition de liens privilégiés dans l'aire germanique. Il s'ensuit une perte relative de la rente d'innovation dans l'ouverture que la Hongrie avait édifïée depuis les années 1970, l'appuyant sur le potentiel de «centralité géographique» de Budapest, distante de moins de 200 km de Vienne (cf. l'exposition mondiale de Vienne-Budapest prévue pour 1995). De même la Pologne, très ouverte sur le Monde grâce aux relais de la Polonia (la diaspora polonaise, estimée à 10 millions de personnes) et de l'Église catholique, perd de sa position exceptionnelle qu'elle avait établie et se retrouve dans sa séculaire position d'Entre-Deux, entre Allemands, Russes et Lituaniens. Quant à la fédération de Yougoslavie, pionnière dans le cheminement international des pays non alignés et dans l'essai d'un socialisme sans planification (autogéré), elle est retombée à la marge de cette compétition, trop paralysée par les conflits internes de ses nationalités et de ses républiques. De tels repositionnements, concurrentiels plutôt que solidaires, sont eux-mêmes l'expression de la fragilité des atouts de chaque élément dans l'ensemble européen de l'Entre-Deux, de ce manque d'accumulation d'un avantage sur la longue durée, caractéristique d'un espace de l'Entre-Deux, de semi-périphérie.

Aux urnes, le retour de deux autres Europe

Des élections libres, à bulletin secret et pour choisir parmi plusieurs candidats et partis: c'est sur ce terrain politique que l'Est a fait sa rentrée dans l'Europe, d'une façon autonome. Aussitôt après l'immense bonheur d'une liberté retrouvée, ces élections ne préjugent pas de ce que seront les suivantes, après un ou deux ans de transformations économiques très difficiles et socialement douloureuses; par contre, elles sont révélatrices de l'état des mentalités, de la forme et du niveau des cultures politiques des sociétés de l'Est au temps zéro de leur mouvement de ré-ancrage à l'Ouest. On peut tirer trois conclusions géographiques de leurs résultats, qui ont surpris.

Le raz-de-marée anticommuniste, avec la volonté de liquidation des partis communistes, n'a pas été total: le clivage

des États est clair, entre ceux de l'Ouest, auxquels on peut rattacher la Pologne (dont les élections de juin 1989 n'étaient pas encore totalement libres), et ceux du Sud-Est, Roumanie et Bulgarie. Dans les premiers, ni la tradition historique d'un parti communiste et de mouvements syndicaux de gauche puissants (Tchécoslovaquie), ni la présence solide (Hongrie) ou de dernière heure (RDA) d'un parti communiste réformateur, n'ont réussi à éviter la débâcle du système au profit de l'apparition d'un pluripartisme à orientation démocratique. Dans les seconds, pays très ruraux en 1945 et sans passé ouvrier ni communiste (surtout pour la Roumanie), la situation est moins claire: le parti socialiste bulgare et le Front de salut national roumain, regroupant de nombreux membres de l'ancien parti communiste, ont conservé sans ambiguïté électorale le devant de la scène.

La question des nationalités, tabou dans le système soviétique, est une dimension trop essentielle et trop sensible en Roumanie, avec la présence de la minorité hongroise, en Bulgarie, avec celle des Turcs, et même en Tchécoslovaquie, avec les deux nations tchèque et slovaque et la minorité hongroise, pour n'avoir pas joué le rôle de filtre électoral. Dans chaque cas, le second parti gagnant dans la compétition a été le parti de la minorité. L'enjeu national était d'une tout autre profondeur que l'enjeu écologique, pourtant bannière de rassemblement des contestataires dans le système précédent; mais leurs thèmes en ont été repris dans tous les autres programmes de partis.

Enfin, une géographie électorale plus fine (niveau départemental) souligne d'autres structures spatiales. La dissymétrie est accusée entre le vote des grandes villes, favorable au changement démocratique, et le vote du reste du pays et des campagnes, vote «traditionnel», «conservateur», c'est-à-dire réélisant les anciens responsables. La permanence d'attitudes socio-politiques régionales, épousant les contours d'anciens territoires historiques, s'est avérée plus évidente que la résurgence des «partis historiques»; une fois encore, la mémoire collective passe autant par les lieux que par les groupes. L'expression de cette trace des découpages historiques antérieurs est générale, mais diverse. En Pologne, on la cerne à travers le taux de participation au vote, beaucoup plus élevé en Galicie et dans la bande nord-sud de Gdansk à la Basse Silésie: dans ces deux régions profondément polonaises

mais qui ont été rattachées soit à la Prusse, soit à l'Empire des Habsbourg, durant une longue période, la conscience civique et le sens de la responsabilité attachée au statut d'électeur sont beaucoup plus vifs que dans le reste du pays. Ils ne sont pas synonymes de soutien exclusif au mouvement Solidarité, qui a ses fiefs en Galicie et dans les très grands centres urbains. En Tchécoslovaquie et en Roumanie, les partis se réclamant d'une tradition paysanne ont, malgré leurs très mauvais scores, reçu une certaine audience en Bohême et en Transylvanie, justement dans les régions historiques les plus occidentalisées, actuellement les moins agricoles, mais où la paysannerie avait accédé avant-guerre à une certaine modernité.

Passée la phase d'ancrage à l'Est, signalée par un marquage d'uniformisation de la Baltique à la mer Noire, n'est-ce pas là le retour des deux structures européennes de «l'Entre-Deux», une Mitteleuropa et une Europe balkanique version fin xx^e siècle? Une ligne de séparation se dessine. Elle partage la Yougoslavie entre les républiques du Sud et la Slovénie-Croatie, au regard résolument tourné vers le nord-ouest et dont les actions se multiplient pour participer à la construction d'une aire économique et culturelle recouvrant l'Italie du Nord, l'Autriche et la Hongrie (association Alp-Adria). Elle détache la Roumanie du bloc de l'Europe centrale pour la rattacher au Sud-Est européen. Ce découpage, sensiblement différent de ceux usuellement reconnus jusque dans les années 1960, réactive une des plus anciennes fractures culturelles du continent européen, celle, des deux chrétientés, de Rome et de Byzance, fracture qui s'était progressivement dessinée dans le Bas-Empire romain par rapport à l'extension des deux langues écrites, le grec et le latin.

De la géopolitique à la géographie culturelle

Rien d'étonnant qu'en phase de crise aiguë resurgissent les très vieilles structures archétypales, enfouies sous les strates des événements, ni que les perceptions et les analyses s'en emparent et les utilisent à des fins de nouveaux concepts pour entrer en lice dans la lutte pour le changement. Mais de quels enjeux sous-jacents ces images resurgies sont-elles porteuses? L'enjeu d'un maintien du système des zones d'influence, certes très affaibli et décalé à l'est sur la ligne de front religieux des deux christianismes, ne peut être une hypothèse totalement exclue. Elle signifie, pour les Russes,

une position de repli sur l'aire balkanique dans laquelle ses relais culturels, religieux et historiques sont nombreux (rôle des tzars dans le soutien des chrétiens contre les ottomans au XIX^e siècle), et les sites stratégiques non négligeables par rapport à la construction de l'Europe « maison commune », avec les bouches du Danube et les Détroits. Les premières donnent accès à la diagonale de circulation fluvio-continentale « portes de l'Orient – portes de l'Occident » (bouches du Rhin). Artère très somnolente et comme paralysée par la surimposition du rideau de fer, elle a cependant bénéficié, en pleine période de coupure entre les deux blocs, de remarquables sollicitudes et investissements dans sa partie amont, germanique, et aval, roumaine et bulgare. Était-ce déjà l'anticipation de l'organisation de l'espace économique européen de « l'après-blocs » ? Quant au Bosphore, il n'est pas seulement le passage stratégique vers la Méditerranée, il est aussi le lieu d'une articulation majeure entre le monde musulman et le monde chrétien. Pour reprendre l'expression d'un dirigeant de la minorité turque de Bulgarie, « l'avenir européen des Balkans passe par la Turquie ». L'autre enjeu crucial est celui de l'accès des États aux institutions ouest-européennes, avec comme passage obligé la preuve de leurs pratiques démocratiques. Dans cette difficile compétition, souligner l'aptitude des uns à retrouver des attitudes démocratiques, l'absence de culture politique des autres et leur penchant néocommuniste, revient à désigner les élus et les mauvais candidats par rapport à l'exigence de conduite démocratique réclamée par l'Ouest. Ce jeu de regards, amplifié par les médias, agit sur les attitudes de supériorité-infériorité, relance les craintes xénophobes, alimente partout l'agressivité. Il intervient dans le processus de césure réactivé par le déplacement de la ligne d'influence.

Admettre qu'il y a un emploi occidental et un emploi oriental du terme communisme permet de mieux cerner l'apparente étrangeté de ces néocommunismes, tout en sortant de l'interprétation étroite des logiques manipulatoires. À Varsovie, Prague ou Budapest, le terme est associé à celui de matérialisme dialectique, à une pensée scientifique et laïque. Il a un certain caractère de théorie appliquée, que l'on peut abandonner pour une autre en cas d'inefficacité. Dans cette appréhension du terme, on retrouve d'autres structures de la pensée occidentale, en particulier celle du libre arbitre, matrice de la libre entreprise. À Bucarest et Sofia, le terme renvoie à une pratique et un mode d'être plus qu'à une théorie opératoire. Leur

communisme rejeté, c'est la violence des collectivisations, l'intrusion policière, les pénuries généralisées, mais sa manière holistique de penser la société et sa hiérarchie de pouvoir sont beaucoup plus difficiles à mettre en cause, parce que l'expérience historique et culturelle antérieure n'a pas laissé de traces en cette direction. Sous le paradoxe d'un maintien du néocommunisme là où l'expérience prolétarienne a la plus brève histoire, gîte une conformité d'un autre ordre — celle d'une correspondance secrète avec les structures socioculturelles les plus profondes, celle de son maintien là où il est le moins révolutionnaire. Dans l'univers modelé par l'orthodoxie chrétienne, la relation très consubstantielle du pouvoir politique et du pouvoir religieux ordonne la société par rapport au chef qui prend en charge toute la vie sociale et en décharge les individus. L'intériorité prévaut sur l'extériorité, ne prédispose guère aux ouvertures mais permet de supporter plus facilement les formes dures de l'enfermement. L'absence d'une structuration autonome de la société civile (ce qui ne préjuge pas de la qualité des personnes) a fourni un moule réceptif à certaines formes profondes du modèle socialiste léniniste et stalinien, qui est à l'opposé du modèle démocratique libéral actuellement ressenti comme incontournable (« La démocratisation est irréversible », Ramiz Alia, président de l'Albanie, 15 mai 1990).

La société archaïque et orthodoxe avait subi la tentative de transformation en société totalitaire, sans dépasser ses limites de plasticité, mais la société moderne n'a pas supporté aussi bien la même violence; cette violence a donc servi de révélateur d'une différence fondamentale.

C'est sur cette expérience que s'inscrit le vœu « d'entrer dans l'Europe ». Nos analyses doivent témoigner de cette complexité et de ce défi de civilisation à l'intégration, afin que nous ne soyons pas en train de produire une « Europe du Sud-Est rejetée », après avoir laissé faire un « Occident kidnappé ». Mais l'entrée dans l'Europe n'est pas synonyme d'adhésion à son noyau de la CEE; l'élargissement aux dépens de l'intégration serait une façon hypocrite de lui ôter toute vigueur et toute opérationnalité.

Références

- Atlas der Donauländer* (1970-1989). J. BREU dir., Vienne: Institut autrichien pour les études de l'Europe de l'Est et du Sud-Est.
- ANDREFF V., dir. (1990). *Réformes et échanges extérieurs dans les pays de l'Est*. Paris: L'Harmattan, 246 p.
- BARTOSEK K., dir. (1987). «La renaissance de l'Europe centrale». *La Nouvelle Alternative*, n°8, 50 p.
- BLANC A. (1974). *L'Europe socialiste*. Paris: PUF, 250 p.
- BLANC A., GEORGE P. (1967). *Les républiques socialistes d'Europe centrale*. Paris: PUF, coll. «Magellan», 300 p.
- BEREND I., RANKI G. (1974). *Economic development in East-Central Europe in the 19 & 20th centuries*. New York: Columbia University Press, 402 p.
- BIBO I. (1986). *Misère des petits États d'Europe de l'Est* (écrits de 1942 à 1948). Paris: L'Harmattan, 462 p.
- «Europe médiane?» (1988). *Hérodote*, n°48.
- GEORGE P., TRICART J. (1954). *L'Europe centrale*. Paris: PUF, 2 vol.
- GRASLAND C. (1991). *Espaces politiques et dynamiques démographiques en Europe de 1950 à 1990*. Université de Paris I, thèse de doctorat, 440 p.
- HOFFMAN (1971). *Geographical Essays on Eastern Europe*. Londres: Methuen, 248 p.
- «Intégration territoriale en Europe de l'Est et en URSS» (1987). *Bulletin de la Société languedocienne de géographie*, n°1-2, 178 p.
- KUNDERA M. (1983). «Un Occident kidnappé». *Le Débat*, n°27, p. 3-22.
- MAUREL M.-C., REY V. (1990). «Le retour des partis paysans en Europe de l'Est?». *Le Journal des Élections*, 15 novembre.
- MIŁOSZ C. (1980). *Une autre Europe*. Paris: Gallimard.
- PÉCHOUX P.-Y., SIVIGNON M. (1971). *Les Balkans*. Paris: PUF, coll. «Magellan», 284 p.
- POUNDS N.J. (1961). *Geographical Essays on Eastern Europe*. Indiana University Press, vol. 24.
- POUNDS N.J. (1969). *Eastern Europe*. Londres: Longman.
- RADVANYI J., REY V., dir. (1989). *Régions et pouvoirs régionaux en Europe de l'Est et en URSS*. Paris: Masson, 190 p.
- REY V. (1985). *L'Europe de l'Est*. Paris: La Documentation française, 80 p.
- REY V. (1985). «Sur la pertinence géographique du "système national"». *Géopoint* 84, p. 91-98.
- REY V. (1986). «La frontière matérialisée du système socialiste soviétique». *Photo-interprétation*, n°6, fasc. 4.
- REY V. (1990a). «Des villes qui ébranlent l'Europe de l'Est». *Murs Murs*, n°16.
- REY V. (1990b). «Feu l'Europe de l'Est?». *Annales de Géographie*, n°555, p. 564-578.
- RUGG D. S. (1985). *Eastern Europe*. Londres: Longman, 402 p.
- RUPNICK J. (1990). *L'autre Europe, crise et fin du communisme*. Paris: Odile Jacob, 384 p.
- SZUCS J. (1985). *Les trois Europes*. Paris: L'Harmattan, 128 p.
- TURNOCK D. (1978). *Studies in Industrial Geography: Eastern Europe*. New York: Dawson, 320 p.
- TURNOCK D. (1989). *The Human Geography of Eastern Europe*. Londres: Routledge, 346 p.